

## Du chaos syrien au chaos libyen, entretien exclusif avec Randa Kassis



Pour faire le point sur les situations en Syrie et en Libye, où s'expriment non seulement l'expansionnisme néo-ottoman turc, mais plus généralement les rivalités géopolitiques entre grands acteurs régionaux et mondiaux - avec comme résultats des guerres civiles entraînant un chaos quasi insoluble - Alexandre del Valle s'est entretenu avec Randa Kassis, la présidente de la "Plateforme d'Astana", femme politique syrienne impliquée depuis le début dans le processus politique en Syrie.

Avec Alexandre Del Valle

Avec l'accord de cessez-le-feu conclu entre Moscou et Ankara, le 5 mars dernier, en vue du "partage" de la région d'Idlib (dernier bastion des rebelles islamistes anti-Assad et des Jihadistes internationaux principalement liés à Al-Qaïda-HTS/ex-al-Nosra), la Syrie reste un pays durablement fragilisé, divisé et en proie aux appétits de puissances étrangères qui parviennent plus à maintenir un *statu quo* qu'à faire triompher une "solution politique inclusive" d'autant plus introuvable que les "guerres dans les guerres" (régime *versus* rebelles; islamistes et jihadistes vs kurdes et minorités vs majorité arabe sunnite, etc) ne sont pas terminées. Loin de là, d'autant que personne ne peut ni ne veut mettre la main au portefeuille pour la reconstruction que les Américains empêchent (cf loi César). "L'alliance" de *realpolitik* entre Iraniens, Russes (pro-régime) et Turcs, (pro-rebelles) demeure plus une "entente sur des désaccords" qu'une vraie alliance... Et le régime de Bachar al Assad, qui reste ruiné, divisé et très fragile malgré l'acquisition des missiles anti-aériens russes S-400, est loin de pouvoir crier victoire. Les rebelles islamistes ou jihadistes et les incontrôlables séparatistes kurdes, alliés de circonstances du régime face à la menace turque commune, ne renonceront pas si facilement à leurs territoires, notamment le "Rojava" kurde qui compose tout de même un cinquième du territoire syrien conquis au Nord-Est face durant la guerre contre Daech et maintenant face aux Turcs et à leurs supplétifs islamistes aujourd'hui.

Concernant le "chaos libyen", il ressemble de plus en plus au chaos syrien : Les Russes et les Turcs s'y affrontent par milices et mercenaires interposés, et les parrains des deux camps (Russes, Egyptiens, Français et Emirats pour le maréchal Khalifa Haftar, maître de la Cyrénaïque vs Qatar et Turquie pour le gouvernement officiel pro-Frères musulmans de Tripoli de Fayez al-Sarraj) leur fournissent armes et soutien aérien en violation de l'embargo de l'ONU. De même qu'en Syrie des Tchétchènes se battaient dans les deux camps opposés (tchétchènes loyalistes russes pro-Assad et jihadistes tchétchènes anti-Russes pro-Daech), de même en Libye des supplétifs syriens pro-Assad recrutés par Moscou se battent du côté d'Haftar (anti-Frères musulmans) aux côtés de mercenaires africains et russes (Wagner), tandis que des "proxys" syriens islamistes enrôlés par Ankara appuient le gouvernement officiel frériste d'Al-Sarraj... Dans le sens inverse, on se rappelle que les anciens leaders de la révolution islamiste libyenne qui fit assassiner Mouammar Kadhafi, comme le fameux Belhadj, devenu "Gouverneur militaire de Tripoli", avaient appuyé presque 10 ans plus tôt la rébellion islamiste syrienne. Début juin dernier, alors qu'Haftar menait le siège de Tripoli après avoir pris Syrte et assurait qu'il allait prendre le contrôle de toute la Libye, fort du soutien du Parlement de Tobrouk, l'aide militaire turque a fait reculer les forces de Haftar qui ont échoué à prendre Tripoli et ont même reperdu Syrte. De son côté, Emmanuel Macron a récemment accusé le président turc Erdogan de mener un "jeu dangereux" en Libye, Paris affirmant que la Turquie fournit massivement des armes au gouvernement d'union nationale (GNA) de Tripoli, en violation d'un embargo des Nations unies qu'en fait chaque camp et leurs parrains violent. La Turquie accuse ainsi Paris de soutenir le leader autoproclamé "illégal" de la Cyrénaïque, le maréchal Haftar, soutenu par les Émirats et l'Égypte, quant à eux résolument engagés dans une guerre régionale contre les Frères musulmans et leurs protecteurs turco-

---

qataris. *Last but not least*, le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi, ennemi personnel d'Erdogan et inquiet de l'expansionnisme turc néo-ottoman, pro-Frères musulmans (et gazier) dans la région, a récemment prévenu que "toute avancée des pro-GNA vers Syrte (450 km à l'est de Tripoli) entraînerait une intervention 'directe' du Caire"...

### **Alexandre del Valle : Randa Kassis, quel bilan dressez-vous actuel de la guerre en Syrie ?**

**Randa Kassis :** Pour récapituler, vous savez que le 23 septembre 2019, un "Comité constitutionnel" a été mis sur pied, par lequel l'opposition et le régime syrien sont soit disant parvenus à un accord sur la formation d'un comité sous l'égide de l'ONU et de son envoyé spécial, Geir Pedersen (conseil composé de 50 représentants du Gouvernement syrien, 50 représentants de l'opposition et 50 citoyens syriens nommés par l'ONU). Le but est la stabilité du pays et une nouvelle constitution pour organiser des élections libres avec l'aide de la communauté internationale. En réalité, ce projet est resté lettre morte et a été totalement bloqué en raison de l'autisme de Bachar al Assad et de la mauvaise volonté des opposants islamistes. Certes, après des mois de confinement qui ont aussi impacté le dossier syrien, on a observé une volonté de reprendre, paraît-il dès le mois d'août, ce Comité. Mais je ne crois en son succès, d'autant que M. Pedersen a repris le même schéma qui ne fonctionnait pas dès le départ... Je n'attends donc rien de ce comité. Autre point clef selon moi: avec la loi César, il est clair que le régime de Bachar al-Assad ne pourra pas perdurer, même s'il contrôler "65 % du territoire syrien", ce qui reste d'ailleurs fort relatif, car aux problèmes persistants des rebelles islamistes sunnites et des jihadistes s'ajoutent la non-résolution de la question kurde et même la question des divisions graves internes au sein même du régime, notamment entre Rami Makhlouf et Bachar al Assad puis son épouse Asma, sans oublier le manque de popularité de Bachar au sein même de sa communauté alaouite... Ajoutons à cela le problème des sanctions économiques renforcées avec la loi américaine César (voir ci-dessous) qui pénalise toutes entreprises qui veulent travailler en Syrie sous le régime de Bachar al Assad, et vous avez un bilan de situation: catastrophique... Un "statu quo pour le pire". Pour être cash, il n'y a plus rien en Syrie à part les miettes... Bachar ne pourra pas ni unifier tout le pays, ni permettre un réel processus politique en Syrie, un processus impossible en sa présence et qu'il bloquera pour sauver son poste...

### **Alexandre del Valle : Justement, quid de la reconstruction dans le contexte de la Loi César dont vous nous parlerez? Qui va payer et donc oser subir les foudres du Trésor américain qui sanctionne toute entreprise et pays qui investit en Syrie tant que Assad est en place?`**

**Randa Kassis :** Je vous rappelle que cette loi sanctionne pour la première fois Asma el-Assad elle-même, désignée comme étant « l'un des profiteurs de guerre les plus notoires de Syrie ». Cette loi est un sérieux coup pour l'establishment syrien, ceci en pleine crise économique. Promulguée par le président américain en décembre dernier, la loi César, appelée aussi "Caesar Syria Civilian Protection Act", est un coup très dur pour le régime car elle vient d'entrer en vigueur. L'annonce d'une liste de noms de particuliers et d'entreprises pro-régimes sanctionnés par l'administration américaine va accroître à un niveau insoutenable la pression sur Damas. Sont notamment visés tous ceux qui soutiennent l'État dans des secteurs économiques clefs liés à la reconstruction, au pétrole et au gaz. Que cela signifie-t-il? Les Russes et les Iraniens, alliés d'Assad, n'ont pas les moyens d'engager la reconstruction. Quant aux Chinois, la seule puissance qui pourrait défier la loi extraterritoriale US, elle ne voit pas la Syrie comme un pays stratégique. Ce problème de financement de la reconstruction est la vraie épine dans le pied de ceux qui voudraient, comme les Russes, une solution politique en Syrie, car elle demeure impossible si Bachar al Assad et son équipe restent au pouvoir. Et les rares pays qui songeaient timidement y investir il y a quelques mois sont plus que jamais dissuadés par la Loi César US qui sanctionne sévèrement, comme pour l'Iran, tous ceux qui font du business en Syrie. Tant qu'il n'y aura pas un changement au moins partiel, pas forcément radical, mais au moins caractérisé par un départ de Bachar, la situation demeurera bloquée. Le maintien coûte que coûte d'Assad à son poste de président empêche donc toute solution politique et donc toute reconstruction en Syrie, ce qui est dramatique. Je répète que depuis 9 ans, depuis le début guerre, Assad a prouvé son incapacité à réaliser le moindre changement, même progressif.

### **Alexandre del Valle : Ceci dit, en tant que femme politique syrienne patriote attachée à son pays, vous n'êtes pas choquée par cette Loi César qui pénalise le peuple syrien, appauvri, poussé à l'exil, privé de tout, notamment de reconstruction et donc de prospérité économique?**

**Randa Kassis :** Je suis favorable à cette loi, même si hélas cela semble aggraver la situation du peuple, mais je vous explique pourquoi c'est en fait le contraire: avec le maintien de Bachar à la tête du régime, on ne pourra jamais réaliser de changements en Syrie, et la guerre civile ne prendra jamais fin. Avec cette loi qui frappe la tête même du pouvoir, un message clair est envoyé aux alliés de Damas qui comprennent ou vont finir par réaliser que l'on doit penser à l'après Bachar car sa présence est l'obstacle majeur sur le chemin de la résolution politique et même militaire de la crise. Tout est gelé, bloqué avec sa pérennité. Certains en Russie ne comprennent hélas pas encore qu'il faut un processus réaliste, que Bachar est inapte à endosser. Certains éléments du pouvoir russe les plus "soviet shaped" ne peuvent pas comprendre cela, mais d'autres, plus modernes et souples, l'ont bien compris. Je répète que celui qui punit le plus le peuple syrien demeure Bachar lui-même. Certes, on ne veut pas non plus d'un scénario à l'irakienne, mais pour pousser à une solution politique, la loi César pourrait être un outil utile, car elle va faire en sorte qu'il n'y aura pas d'autre issue que l'alternance à un personnage que je qualifie d'autiste, hélas renforcé en cela par ses protecteurs Iraniens tout aussi bornés et certains éléments du pouvoir russe, quoi que un peu plus réalistes. Je pense donc que la loi César va inciter certains protagonistes à changer, notamment ceux qui parmi les parrains russes sont les moins "soviets", et que cela poussera à consentir aux conditions nécessaires à une solution politique alternative.

### **Alexandre del Valle : Qu'en est-il du Rojava kurde dans le Nord et de ses rapports avec le pouvoir loyaliste dans le contexte problématique des interventions militaires turques et de leurs proxys islamistes qui ont poussé à l'exil des centaines de milliers de Kurdes du Nord-Ouest?**

**Randa Kassis :** Les Kurdes cherchent à avoir leurs places, à défendre leur survie et leurs intérêts, et je les soutiens depuis le début de la crise syrienne dans le cadre d'un projet d'Etat fédéral, mais il faut que cela se réalise dans le cadre de discussions entre Syriens, il faut dialoguer, et ce n'est pas le cas avec le régime de Damas, qui semble être redevenu allié des Kurdes alors qu'il n'en est rien, car il s'agit juste d'une non-nuisance réciproque face au danger de l'irrédentisme turc en tant que menace commune. Mais la question kurde est loin d'être résolue. Depuis les incursions militaires turques, il y a peut-être des meilleures relations entre Kurdes et Syriens, mais au sein du régime, les dirigeants syriens ne croient qu'à la force et vont faire perdurer le statu quo sans jamais être assez pragmatiques et ouverts pour aller jusqu'à proposer aux Kurdes un plan d'autonomie poussée. Le problème des séparatistes kurdes des YPG/FDS est aussi qu'ils ont été un moment eux aussi dans l'excès lorsqu'ils ont essayé, au sommet de leur force militaire lorsqu'ils pris des territoires à l'Est et au nord-Ouest de la Syrie face à Daech, d'obtenir un accès à la mer, ce qui a rendu hystérique le

---

pouvoir d'Ankara qui a réagi très violemment.

**Alexandre del Valle : Ankara joue-t-elle toujours un jeu dangereux dans le Nord-Ouest avec les islamistes et les jihadistes, une alliance conçue face à l'ennemi kurde commun (PKK kurde), leur bête-noire?**

**Randa Kassis :** Le jeu turc pro-islamiste en parrain des Frères musulmans arabes, parfois en soutien indirect aux Daech, et aujourd'hui au profit de légions jihadistes liées à Al Qaïda dans la région d'Idlib, n'est un secret pour personne. Il est en fait motivé par la lutte antikurdes du PKK séparatiste. On sait pertinemment que le pouvoir de Monsieur Erdogan, qui a joué avec des forces islamistes, continuera à le faire pour des raisons d'intérêts géopolitiques mais aussi parce qu'il y a là une cohérence idéologique islamiste. Et la stratégie militaire d'Erdogan face aux Kurdes est constante, en Syrie, en Turquie et même en Irak, où des bombardements de l'armée turque ont récemment visé les bases kurdes du PKK qui y avaient été renforcées pour compenser les pertes de bases kurdes pro-PKK de Syrie, endommagées par les opérations militaires turques successives ("boucliers de l'Euphrate"; "Rameau d'olivier" et "source de la paix"). Le but obsessionnel mais cohérent d'Erdogan est en fait de réduire non pas tous les Kurdes, puisque les relations sont correctes avec des groupes kurdes irakiens anti-PKK, mais les groupes liés aux forces kurdes de Syrie elles-mêmes liées au PKK séparatiste des frères Kurdes de Turquie.

**Alexandre del Valle : A Idlib, dans le nord-ouest syrien, les Turcs aident-ils encore Al Qaïda?**

**Randa Kassis :** Je crois qu'ils peuvent encore fournir des armes à des légions islamistes arabes et turkmènes en guerre contre l'ennemi commun kurde anti-islamiste et séparatiste des YPG et des Forces Démocratiques Syriennes (FDS), or il est clair que les milices islamistes arabes et turcophones qui ont récemment été appuyées par Ankara pour déloger les forces kurdes sont elles-mêmes très proches d'Al-Qaïda... C'est un secret de Polichinelle et une réalité géopolitique cynique. Quant à Daech, sa présence en Syrie est plutôt résiduelle, et si Ankara a pu l'aider entre 2014 et 2016, ce n'est plus le cas. Et je pense que les légions de l'Etat islamique ne pourront pas retrouver en Syrie la force qu'elles avaient en 2014-2017.

**Alexandre del Valle : Parlons maintenant de l'activisme turc en Libye. Constate-t-on des porosités entre milices islamistes syriennes et leurs équivalents dans l'Ouest de la Libye en appui aux pouvoirs fréristes de Tripoli?**

**Randa Kassis :** Le chaos libyen a certes des points communs avec le chaos syrien, et bien des porosités, même si les contextes sociologiques et ethno-religieux sont fort différents. Il est là aussi un secret pour personne que des légions d'islamistes syriens et de turkmènes venues de ce théâtre de guerre de l'ouest de la Syrie ont été récemment envoyées en Libye par milliers par le gouvernement d'Erdogan en appui aux combattants islamistes favorables au Frère musulman Fayez al Sarraj, appuyé par la Turquie et lui-même en guerre contre le laïque Haftar appuyé par le Parlement rival de Tobrouk et ses parrains extérieurs émiratis, russes, égyptiens et français.

**Alexandre del Valle : Que veut Erdogan? Rétablir son ancien empire ottoman? ou un irrédentisme turc néo-colonial? I a déclaré, le 22 décembre 2019, à Gölcük: « On nous demande souvent ce que nous faisons exactement en Libye. Nous y sommes pour défendre nos descendants, nos frères anatoliens ». Selon vous, comment la Turquie gère-t-elle son "alliance" avec les Russes qui soutiennent le camp opposé? Les deux pays sont-ils plus d'accord en Syrie qu'en Libye ?**

**Randa Kassis :** Derrière l'idéologie, l'islamisme, les grands discours sur les "frères" de l'extérieur descendants de Turcs anatoliens, ou encore le "néo-ottomanisme", Erdogan demeure un dirigeant pragmatique et avide de puissance qui veut un accès à l'Afrique; or le début et meilleur accès à l'Afrique, d'un point de vue géographique, est l'immense Libye qui donne accès au Maghreb et à l'Afrique Subsaharienne comme aux côtes méditerranéennes. Erdogan cherche par ce nouveau point d'appui des bases pro-turques militaires, politiques et économiques, il veut pouvoir faire des deals commerciaux avec plusieurs pays africains via la Libye, et sa stratégie habile et ambitieuse consiste à imposer progressivement à la face du monde la Turquie comme une force internationale capable d'être dans plusieurs endroits à la fois. La Turquie d'Erdogan se prend-elle pour la Russie ou les Etats Unis? Il est clair pour moi qu'elle saisit dans ces trous noirs géostratégiques syrien et libyen des opportunités pour être présente au Proche Orient, dans le monde arabe et en Afrique. Mais il ne fut pas pour autant sous-estimer les agendas de politique intérieure, car cet expansionnisme turco-islamiste en Syrie, en Méditerranée (réserves immenses de gaz offshore grec ou arabe convoitées, question de Chypre, îles de Mer Égée, etc) et en Libye (accès à l'Afrique et au pétrole) est aussi, comme la "défense des Palestiniens", un important atout de leadership intérieur qui permet au président turc de regagner l'appui de son peuple face à des opposants qui ont récemment ravi à son parti (l'AKP) les municipalités d'Istanbul et d'Ankara. Comme partout ailleurs, en Russie, aux Etats Unis, ou même en France, la politique étrangère et parfois les guerres contre un ennemi externe permettent de gagner des suffrages à l'intérieur et d'affaiblir l'opposition. Erdogan veut donc à la fois imposer son pays comme une nouvelle puissance régionale incontournable et donc un acteur international, et renforcer par cette recherche de "grandeur" internationale, un leadership à l'intérieur

**Alexandre del Valle : Mais cette stratégie expansionniste à l'extérieur a brouillé Ankara avec la plupart de ses voisins, n'est-ce pas un jeu périlleux? La Turquie ne risque-t-elle pas une guerre avec l'Égypte et la Grèce qui se rapprochent d'ailleurs depuis quelques mois?**

**Randa Kassis :** Un scénario de guerre entre la Turquie d'Erdogan et l'Égypte d'Al Sissi? Je n'y crois pas, car Le Caire ne fait pas le poids face à Ankara, et l'Égypte n'arrive même pas à stopper les barrages Ethiopiens qui réduisent les flux du Nil vers l'Égypte... L'armée égyptienne n'est pas très forte, et l'armée grecque ne fait pas non plus le poids face aux Turcs. Je ne crois même pas en une union militaire greco-égyptienne effective dans le cas où les deux pays s'uniraient contre Turquie. Les Grecs ont d'ailleurs trop peur que cette guerre puisse servir de prétexte pour que la Turquie s'empare d'îles grecques de la mer Égée. Erdogan joue-t-il un jeu intelligent? Je vous réponds oui. Oui, car il est incontestablement doué politiquement. Il fait preuve de persévérance stratégique. Sera-t-il pour autant vainqueur à la fin? Rien n'est moins sûr. Pour moi, l'erreur d'Ankara et surtout d'Erdogan est peut-être de vouloir jouer sur trop de tableaux à la fois et de se faire trop d'ennemis en même temps... Car en dehors des Grecs, plein de pays arabes sont aujourd'hui contre la Turquie et son expansionnisme. Quant à l'union russo-turque, elle reste très fragile. Certes, Russes et Turcs ont besoin l'un de l'autre, mais les désaccords profonds peuvent faire casser l'alliance à tout moment.

**Alexandre del Valle : Revenons au Maréchal Haftar en Libye, qui a récemment perdu une bataille face aux islamistes de l'Ouest appuyés par les Turcs et leurs proxys islamistes. Est-il "fini" comme l'ont un peu vite affirmé les médias récemment? Sachant qu'il ne contrôle plus tout le croissant pétrolier.**

---

**Randa Kassis** : Je rappelle tout de même qu'Haftar contrôle 65 % de territoire libyen. Il ne perdra pas toute la Libye. Je n'y crois pas. Même s'il ne parvient pas comme il le souhaitait à reprendre tout le pays et à battre Sarraj à l'Ouest, il restera dans le jeu dans, le cadre d'une partition non officielle qui est déjà visible et actée par les Russes et les Turcs et même d'autres parrains régionaux et internationaux. Pour le pétrole, vous avez raison, la partie de Sarraj va pouvoir gérer et vendre son pétrole si elle maintient son avancée vers Syrte, mais avant qu'il prenne Syrte, Haftar en était au même point et il contrôle quand même encore de nombreux puits de pétrole. Il a déjà connu ce rapport de force et reste à la tête de la plus importante partie du pays. Avant de dire qu'il est "fini", on devrait être plus sage et patient... Il a peut-être semblé abandonné récemment par le ministre russe des affaires étrangères Sergueï Lavrov, qui a donné un rôle nouveau à Aguila Saleh, le "plan B de l'Egypte" et président du Parlement libyen basé à Tobrouk, mais ce dernier ne contrôle pas une armée et la voix de Lavrov n'est pas la seule: cela me rappelle le dossier syrien. Le Ministre des Affaires étrangères russe peut soutenir un tel, et le Kremlin ou le ministère de la défense, plus décisifs, un autre... En Libye, je me rappelle que le vice-ministre des affaires étrangères russe, Michael Bogdanov, voulait que Saïf al Islam, le fils de Mouammar Kadhafi, revienne au pouvoir Libye il y a quelques temps, mais Moscou a continué à soutenir le Maréchal Haftar. On ne retrouvera pas d'ici tôt une Libye unifiée. Selon moi, ni Sarraj ni Haftar ne peuvent l'emporter ni par une solution politique, qui capote, ni par une solution militaire, comme on le voit. Le *statu quo* prévaut et deux camps restent en place avec leurs appuis respectifs. Je ne vois pas de solution à moyen terme, car comme en Syrie, aucun pays-parrain externe et aucun protagoniste local et régional ne fait confiance à l'autre dans le cadre des négociations de sortie de crise onusiennes, françaises ou autres qui se sont avérées toutes inefficaces. D'après moi, une vraie solution efficace pourrait être prise par le Kremlin et le Conseil de Sécurité nationale russe.

**Alexandre del Valle : Mais quid d'Haftar?**

**Randa Kassis** : Haftar non seulement est encore là, mais il est en train de parachever la formation de son fils, al-Sadiq, et il est en train de former aussi d'autres personnes de qualité autour de lui. Il a une réelle vision pour la Libye non pas de court terme, mais de long terme. Il est donc en train de former autour de lui une véritable équipe. Quant à Saïf al Islam, il n'a selon moi aucun avenir: il est entouré par des personnes qui ne comprennent pas grand-chose, il n'a pas d'armée et aucune force qui compte sur le terrain. De surcroît, les tribus qui l'ont soi-disant "élu" changent souvent très vite d'avis, en Libye comme ailleurs, car elles sont toujours, dans leur logique clanique, du côté du gagnant du moment le plus susceptible de servir leurs intérêts..

**Alexandre del Valle : A ce propos, comment réagissez-vous à la nouvelle réforme constitutionnelle russe qui donne à Vladimir Poutine, selon le "modèle kazakh", la possibilité de rester presque indéfiniment au pouvoir?**

**Randa Kassis** : Franchement, pour moi, s'il reste au pouvoir, c'est une affaire interne, je ne le juge pas et je ne vois pas pourquoi on le lui reproche si la réforme a été votée en bonne et due forme. L'Occident ou certains pays occidentaux ont hélas trop l'habitude de juger les autres, de donner des leçons de morale et de démocratie, en se prenant trop souvent pour les juges du monde. Pour moi, cette attitude ne passe plus dans notre monde multipolaire: il nous faut un système international composée de plusieurs pôles de puissances, et ce n'est pas bon qu'il n'y ait qu'un juge unique, notamment les Etats Unis, sans contre-pouvoirs. Dans un monde multipolaire moins américano-occidentalo-centré, les pays pourront mieux s'épanouir, se développer, trouver leurs propres chemins. Je m'explique: il en va des modèles étatiques de pouvoir comme pour les entreprises. Le monopole n'est pas bon, et les situations de concurrences entre modèles obligent à être meilleur.